

Lutte de classe

Une lecture du « projet de manifeste » du parti de Schivardi-Gluckstein

Avant-propos.

Pour interpréter correctement dans quelle perspective se situe le contenu de ce *projet de manifeste*, il ne faut pas perdre de vue ce qu'a dit et répété publiquement le co-auteur de cette initiative, Gérard Schivardi, notamment sur LCI, le 28 mars 2007, à la question : « *Etes-vous révolutionnaire ?* », il a répondu : « *Je veux éviter de l'être, je crains que la révolution arrive dans ce pays* ». Alors que vive le capitalisme, serait-on tenté de répondre aux auteurs de ce document ! On a une idée assez précise de la perspective dans laquelle ce document a été conçu : notre objectif n'est pas d'en finir avec le capitalisme par la voie révolutionnaire, mais par la voie du réformisme, à moins que ses auteurs ne prétendent qu'il existerait une troisième voie, on ne voit pas très bien laquelle, par conséquent, nous n'avons pas l'intention de construire un parti révolutionnaire, encore moins un parti marxiste, c'est-à-dire un parti sur le modèle de celui de Lénine. Partant de là, on peut avancer l'hypothèse que leur parti sera une copie du PT. Pourquoi ?

Un bref rappel. Après que les dirigeants actuels du PT ont liquidé le Parti communiste internationaliste (PCI) au profit du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) en 1986, qui deviendra le Parti des travailleurs (PT) cinq ans plus tard, Pierre Lambert et Daniel Gluckstein expliqueront dans *Itinéraires* (en 2000) que la ligne politique de *l'imminence de la révolution* autour de laquelle le PCI avait été construit, avait été une erreur, pour justifier après coup que le parti qui avait été construit sur cet axe politique n'avait plus aucune raison d'être, alors qu'ils avaient décidé de remplacer cette ligne politique révolutionnaire par la ligne politique réformiste de *la défense de la démocratie* dès 1983.

En liquidant le PCI, ils ne liquidèrent pas seulement un parti qui avait été construit sur les bases et les principes du programme de la révolution socialiste internationale, le *Programme de transition*, et dont on était porté à penser qu'il pouvait constituer une base solide à la construction du parti révolutionnaire dont le prolétariat avait besoin pour prendre le pouvoir et vaincre la bourgeoisie, ils tournaient le dos délibérément au programme de la révolution socialiste et abandonnaient la perspective politique dans laquelle ce programme avait été rédigé en 1934 par Trotsky, de plus, ils allèrent au bout de leur logique liquidatrice en reniant le principal acquis de la révolution d'octobre 1917 que constituait le modèle de parti construit par Lénine, le parti bolchevik, et sur lequel avait été construit (avec bien des écarts) le PCI, en le remplaçant par un parti de type fédératif. L'expérience prouvera que le courant communiste internationaliste (CCI) au sein du PT ne pouvait pas être l'équivalent du PCI ou s'inscrire dans sa continuité politique comme l'affirmèrent faussement Lambert et Gluckstein, en réalité, l'activité politique publique du CCI sur la base de son programme sera réduite quasiment à zéro, les militants de ce courant se borneront à mettre en œuvre la politique du PT tout au long de ces longues années.

Les militants du PCI qui ont voulu résister à cette liquidation et qui sont restés fidèles à la révolution prolétarienne et au léninisme, ont été exclus ou ont démissionné lors des deux décennies suivantes. Alors qu'en 1981, le PCI comptait environ 5 500 militants se réclamant du trotskisme, plus de la moitié quitteront le MPPT ou le PT. Lorsque le PT revendique 6 300 adhérents en 2007, moins de la moitié appartiennent à son courant trotskiste (CCI), et sur ces 3 000 militants, 1 500 à 2 000 seulement sont issus du PCI. (ces chiffres sont fournis à titre indicatif et sont forcément imprécis, puisque la direction du PT cache soigneusement à ses propres militants le nombre de militants que comportent chacune de ses tendances, leur composition exacte et leur évolution. J'ai utilisé les informations récentes qui m'ont été transmises par des militants du PT (CCI.) en les recoupant avec celles que je possédais déjà.)

Cela pour dire, 21 ans après, que la liquidation du PCI et le passage au MPPT, puis au PT, a entraîné le départ des trois quarts des militants de ce parti. On comprend pourquoi les dirigeants du PT qui sont les mêmes qui ont conduit la liquidation du PCI multiplient aujourd'hui les précautions (plutôt maladroites ou provocatrices) pour ne pas aboutir à la même situation. Pour éviter de se retrouver

dans cette situation, ils n'ont rien trouvé de mieux que de proposer à des élus, des maires, des syndicalistes, des membres du PS, du MRC et du PCF, etc., d'adhérer au *comité provisoire pour un parti ouvrier*, afin de combler préventivement les démissions éventuelles de militants du courant Communiste internationaliste (CCI) du PT, **avant** que ne soit envisagée sa liquidation. La chasse aux cartes que l'on peut suivre chaque semaine dans *Informations ouvrières* montre à quel point les dirigeants du PT ne sont pas très regardant sur les principes du recrutement : vous êtes d'accord pour défendre une revendication économique ou sociale et la nécessité de construire un nouveau parti, et vous voilà adhérent. Je ne vous ferais pas l'affront de vous demander si vous savez sur quelle base on recrute dans un syndicat, vous venez d'avoir la réponse. S'ils parviennent à comptabiliser dans leur nouveau parti un nombre équivalent ou supérieur d'adhérents aux militants démissionnaires, sachant que plusieurs milliers de militants du CCI n'y ont toujours pas adhéré, une fois que cette condition sera remplie, rien ne les empêchera plus de se séparer des militants s'opposant à la liquidation du PT, dès lors que les moyens matériels et financiers pour continuer de faire fonctionner l'appareil de leur parti seront garantis.

De toutes manières, les militants du CCI qui auront accepté de subir passivement la liquidation de leur parti, seront intégrés de gré ou de force dans leur nouveau parti, où ils ne constitueront plus de fait qu'une fraction ultra minoritaire. Déjà que les dirigeants du CCI ne sortaient le programme de leur tendance que pour inaugurer les chrysanthèmes ou les jours de fêtes, alors que leur tendance était numériquement la plus importante du PT, au sein de leur nouveau parti, il ne restera plus aux militants du CCI qu'à évoquer avec nostalgie la belle époque où nous remplissions le Zénith à Paris où flottait le drapeau de la IVe Internationale et non la cocarde tricolore insupportable des maires, ou la Mutualité pleine à craquer pendant deux jours lors des journées d'études consacrées à la commémoration du quarantième anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale, en 1978. Chacun aura compris que le CCI est une vulgaire caricature du PCI où finalement on trouve des militants qui n'ont pas grand chose à voir avec le trotskisme, ce qui est normal puisque la théorie est détachée de la pratique. N'allez pas croire que je serais nostalgique, je n'ai jamais digéré la liquidation du PCI, c'est mon droit. Je ne suis pas non plus partisan de conserver le PT tel qu'il existe aujourd'hui, puisque je considère qu'il ne correspond pas au parti que nous devons construire, parce qu'il serait forcément incapable de mettre en oeuvre les tâches que l'avant-garde aura à accomplir au cours de la révolution pour vaincre la bourgeoisie.

En 1981, nous avions un programme révolutionnaire, un programme socialiste, le *Programme de transition*, mais nous n'avions pas de programme minimum ou programme contenant les revendications immédiates à satisfaire. En 2007, avec ce *projet de manifeste*, les militants du PT se retrouvent avec un programme minimum sans programme révolutionnaire, encore moins un programme marxiste puisque le rôle et la place déterminante du parti lors de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour s'emparer du pouvoir n'y figure nulle part. Dès lors que le parti n'occupe pas la place centrale dans le combat pour conquérir le pouvoir et le conserver, c'est l'objectif même de la prise du pouvoir par le prolétariat qui est volontairement abandonné par les initiateurs de ce projet de parti, bien qu'ils prétendent le contraire évidemment. C'est à mon avis l'élément capital qui fait défaut à ce projet et qui permet de caractériser la nature réformiste de ce futur parti. Ce *projet de manifeste* est en fait la plate-forme d'action politique du PT réduite et réactualisée rien de plus.

Énoncer que « *le but de la lutte de classe est de permettre aux plus larges masses d'en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression* », ne nous dit pas de quelle manière ces *larges masses* devront s'y prendre pour parvenir à cet objectif, et surtout pour vaincre le formidable appareil de répression dont dispose l'État bourgeois. Y parviendront-elles seules par leurs propres moyens au cours d'un processus démocratique respectant les institutions, par la voie pacifique du réformisme, ce qui expliquerait la présence de Schivardi, de « *démocrates* » et de « *républicains* » dans ce parti, ou au contraire, au cours d'un processus forcément violent, violant les institutions, par la voie révolutionnaire guidée par le parti ? Ne pas se poser cette question, c'est accepter de ravalier le militantisme au rang d'une aventure personnelle et cultiver des illusions. Par ailleurs, avant que *les larges masses* entrent en action pour en finir avec le régime, les révolutions précédentes ne nous ont-elles pas enseigné que la prise du pouvoir politique était au départ le fait d'une minorité du prolétariat guidé par le parti révolutionnaire, et qu'ensuite seulement, une fois la dynamique de la révolution enclenchée, les *larges masses* s'engageaient dans la bataille ? Mais comme dans ce document le parti n'est pas au centre du processus révolutionnaire, c'est la révolution elle-même qui en est absente.

Sans un parti tourné résolument vers les masses, profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat et capable d'entraîner une partie de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, conquérant leur confiance au cours de la lutte des classes et du processus révolutionnaire, orientant leur combat en définissant les tâches qu'elles auront à accomplir à chaque étape du développement de la révolution en les aidant pas à pas à prendre conscience des objectifs politiques à atteindre, pas de révolution victorieuse possible. Voilà la leçon essentielle de la révolution d'octobre 1917 que les initiateurs de ce projet de parti ont cru bon de ne pas retenir. Je ne peux pas m'empêcher de préciser que c'est aussi dans ce cadre qu'il faut replacer la commémoration du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre par le CCI, leurs dirigeants se prétendent les héritiers du bolchevisme, alors que dans les faits, ils ont renié son héritage. Dès lors, non seulement vaincre sera impossible, mais construire un parti sera impossible sur cette base opportuniste, comme l'a déjà amplement prouvé l'expérience du PT (et MPPT) depuis 21 ans, puisque leur futur parti sera finalement construit sur les mêmes bases réformistes.

Il ne faut pas se laisser aveugler par la phraséologie marxisante utilisée dans certains passages de ce projet de parti. S'il convient à des personnes qui se disent opposés à la révolution comme Schivardi par exemple, à des anticommunistes primaires qui font partie de la direction du PT comme par exemple le bureaucrate de FO Roger Sandri (Angelo Geddo) ou Stentor pour qui gardes blancs et gardes rouges sont à mettre dans le même sac, Il faudrait être naïf pour en faire une lecture au premier degré et en déduire que, puisqu'il semblerait que tout y est (alors qu'il y manque en réalité l'essentiel), il serait le parti dont le prolétariat a absolument besoin pour vaincre. Vous savez ce que les dirigeants du PT vont répondre à cette affirmation : mais nous ne construisons pas le parti révolutionnaire, ce nouveau parti n'est qu'une forme *transitoire* (une de plus !) du parti qu'il faut construire, etc., ils servent le même refrain aux militants depuis 21 ans, nous ne sommes pas dupes.

Maintenant, qu'il soit souhaitable de pouvoir regrouper dans une structure de type front unique, les militants du mouvement ouvrier qui ne veulent pas rejoindre immédiatement le parti ou qui ne sont pas prêts politiquement pour le rejoindre, pour mener ensemble le combat indispensable contre le gouvernement et les institutions de la Ve République, j'y suis évidemment favorable, à condition que cette structure soit distincte et autonome par rapport au parti. Je comprends parfaitement qu'on n'ait pas le droit de tourner le dos aux militants qui ne se reconnaissent pas ou plus dans leur propre parti sans pour autant le quitter pour le moment ou qui sont inorganisés et qui pourraient mener le combat avec nous dans la mesure où nous partageons le même objectif partiel et transitoire. Mais de là à aligner la politique du parti sur ces militants pour qu'ils puissent combattre avec nous comme c'est le cas au PT, c'est totalement inacceptable. Pourquoi ? Parce que cela nécessite obligatoirement des compromis intolérables sur les principes et sur le programme, tout simplement. Il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas l'avoir constaté.

La tactique mise en œuvre par les dirigeants du PT pour construire le parti en 1986 a échoué, voilà la vérité. Ne dites pas que c'est la faute des dirigeants du PT dont la faillite politique est avérée, pensez-vous, ce n'est plus la faute à Staline, c'est la faute à la situation politique internationale, la faute à pas de chance, quoi ! Aujourd'hui, les mêmes remettent cela sur un axe politique identique, *la défense de la démocratie et de la République* bourgeoise. Pourquoi ? Pourquoi prendre le risque de liquider le PT qui compte un peu plus de 6 000 adhérents ? Les militants du PT de province qui sont loin de la cour du 87 rue du faubourg Saint-Denis à Paris, ne comprennent pas où leur direction veut en venir, et c'est normal, les manœuvres de l'appareil du PT leur sont totalement étrangères.

J'ai eu une conversation téléphonique de plus d'une heure avec un militant du PT (CCI) qui a démissionné du PT dernièrement. A la fin de notre entretien, je lui ai posé une seule question : d'après toi qu'est-ce qui pourrait justifier la liquidation du PT, un changement radical intervenu dans la situation politique en France où à l'échelle internationale ou les problèmes que rencontre l'appareil du PT avec ses militants ou par rapport à un facteur extérieur, comme par exemple le développement de la LCR ? Il m'a répondu que c'était une excellente question, que tous les militants qu'ils connaissaient se la posaient mais sans avoir été capable jusqu'à présent de la poser aussi clairement que je venais de le faire. Il a ajouté, maintenant que tu me le dis, c'est vrai qu'on n'y a pas vraiment réfléchi, c'est la première fois qu'on l'aborde directement, cela n'a fait l'objet d'aucune discussion de fond dans le parti, d'ailleurs tout a été fait par la direction pour qu'on ne se la pose pas quand on y réfléchit après coup, rappelle-toi, c'est Schivardi qui nous l'a appris par les médias...

Un bon nombre de militants du PT acceptent de moins en moins les méthodes antidémocratiques de Gluckstein et sa clique, les diktats de la direction du PT qui prépare ses coups dans le plus grand secret en considérant que le parti leur appartient et que les militants ne sont que des pions manipulables à merci.

Les militants du PT ont parfaitement raison de considérer que seul un congrès du parti pouvait mettre à l'ordre du jour la transformation de leur parti ou la modification de ses structures, ou encore de se fondre dans un autre parti, et que cette question aurait dû être discutée dans toutes les instances du parti avant la tenue du congrès. Les dirigeants du PT ont délibérément violé les statuts de leur parti, pire, ils ont laissé un ancien membre du PS annoncer dans les médias la liquidation prochaine de leur parti. Après cela, les dirigeants du PT exigent, je dis bien exigent, que tous les militants leur fassent confiance. Comment voulez-vous avoir confiance dans des dirigeants qui violent ouvertement et sciemment les statuts de leur parti ? Comment ces dirigeants peuvent-ils avoir encore l'audace d'une telle prétention ?

Il y a des partis (des dirigeants) qui ont des principes, des statuts et qui les respectent, qui se disposent uniquement par rapport à l'objectif qu'ils se sont fixés lors de leur création, qui ont un programme et qui s'y tiennent sur le plan pratique quotidien, des partis qui conservent leur nom, c'était par exemple le cas du parti bolchevik de Lénine (il prendra le nom de parti communiste seulement en 1918, si je me souviens bien). Et il y a des partis (des dirigeants) qui n'ont des principes et des statuts que pour la forme ou pour les violer à la première occasion, qui se disposent vaguement par rapport à un objectif dont ils ne parlent jamais et en s'en écartant concrètement au fil du temps, qui changent de programmes comme on change de chemise ou qui n'en ont pas vraiment, ou pire qui en ont plusieurs et dont les contenus sont contradictoires ou se neutralisent, ce qui est bien pratique, ils peuvent ainsi justifier de se contredire... tout en demeurant cohérents avec eux-mêmes, qui changent de nom tous les quatre matins quand cela arrange leur appareil, comme c'est le cas du courant trotskiste du PT depuis un demi-siècle.

Je rappellerai que la ligue bolchevik-léniniste qui avait constitué une tendance dans la SFIO en 1934 à l'initiative de Trotsky, en sera exclue l'année suivante. Pourquoi ? Parce que les militants de cette tendance défendaient leur programme révolutionnaire, et non celui de la direction réformiste de la SFIO. Situation intenable à long terme, évidemment. Les militants du CCI qui ont osé interpréter le *Programme de transition* d'une manière différente de celle de leur direction et qui ont tenté de remettre en cause la ligne réformiste de la *défense de la démocratie* impulsée par la direction du PT (qui est la même qui dirige le CCI) et qui se retrouvaient de fait plus ou moins étrangers dans leur propre parti, ont été exclus ou ont démissionnés les uns après les autres, on ne leur a pas laissé la possibilité de constituer une tendance, pas même un jour. Ils auraient dû se regrouper pour former un nouveau parti ou une tendance dans un autre parti, à la LCR par exemple, puisqu'il n'existe pas d'autre parti possible où militer sur la base du programme de la révolution prolétarienne. La direction du PT a agi avec ces militants comme l'avaient fait ceux de la SFIO en 1934 mais de manière encore plus expéditive, à titre préventif devrait-on dire, l'analogie s'arrête là, car le PT n'est pas la SFIO, même s'il y ressemble de plus en plus à bien des égards.

Pour conclure cet avant-propos, nous sommes en présence d'un *projet de manifeste* de parti qui accouchera semble-t-il d'une version définitive lors de la convention des 24 et 25 novembre prochain, mais rien n'est moins sûr désormais. Si tel était le cas, considérant que la majorité des délégués participant à cette convention ne seront pas adhérents du PT, les militants du PT seront une nouvelle fois mis devant le fait accompli, dans la mesure où leur direction leur demandera **après coup** d'entériner ce manifeste et d'adhérer à un parti qui a été conçu en grande partie par des personnes extérieures au PT et qui ne partagent pas forcément leurs convictions politiques et leur objectif. En cas de refus, les dirigeants du PT leur expliqueront qu'ils se sont mis eux-mêmes hors du parti, et que pour cette raison ils n'y ont plus leur place. Un autre camarade du PT m'a expliqué que lors d'une réunion, l'un d'entre eux avait demandé ce qu'il adviendrait si l'initiative lancée pour un *parti ouvrier indépendant* n'aboutissait pas. On lui a répondu que ce ne serait pas un problème et que le PT continuait à exister comme si de rien n'était. Bref si l'aventure tournait mal, on ne changerait rien, on ferait comme si rien ne s'était passé et on continuerait comme avant sans se poser davantage de questions, évidemment, puisque c'est un parti où il est fortement recommandé de ne pas se poser de questions, surtout lorsque qu'elles tendent à remettre en cause la direction. Maintenant, dans l'hypothèse où leur convention qui doit se tenir fin novembre présenterait un autre aspect, par exemple, que le nombre de participants extérieurs au PT serait équivalent à celui provenant du PT,

cette convention ne serait plus qu'une sorte de congrès informel élargie à des élus et des syndicalistes, des « démocrates » et des « républicains » qui ne sont pas adhérents du PT, parce qu'ils y sont tout simplement allergiques.

Dès l'introduction de ce document, il semblerait qu'un désaccord profond soit apparu entre ses rédacteurs. Il est écrit qu'il faut « **(re)construire** » le parti. Pourquoi mettre le préfixe *re* entre parenthèses ? Question : construire ou reconstruire ? Construire, cela signifie que le parti dont ils parlent n'a jamais existé et qu'il n'a pas d'équivalent aujourd'hui. Reconstruire, cela signifie qu'il a déjà existé, qu'il a disparu ou qu'il existe toujours mais sous une forme dégénérée. Cette divergence touche une question de fond.

Si l'on admet qu'il faut construire le parti, cela signifie que le parti devra être un parti différent de tous ceux qui existent aujourd'hui, or, leur projet de parti ressemble comme deux gouttes d'eau... au PT ! La ressemblance est trop criante, en même temps les dirigeants qui sont à l'initiative de ce projet de nouveau parti en contrôle le développement et ils ne pourraient pas tolérer que le parti qu'ils projettent de construire soit différent de leur projet et de l'objectif qu'ils se sont fixés, encore moins de prendre le risque de perdre la maîtrise totale de l'ensemble de ses instances, pire, de ne pas en assurer seuls la direction.

Résumons, pour les uns « construire » le parti signifie que le nouveau parti s'inscrira obligatoirement, il faudrait peut-être dire, automatiquement dans la continuité du PT, afin qu'aucun adhérent extérieur au PT ne puisse disputer aux dirigeants du PT sa direction. Vous êtes désormais familier avec le double langage des dirigeants du PT, donc le PT est le parti qu'il nous faut construire sans l'être tout à fait, donc construire peut très bien s'appliquer au PT ou à tout autre parti selon les circonstances et le bon vouloir de l'éclectique Gluckstein.

Au contraire, si l'on admet qu'il faut reconstruire le parti, cela signifie qu'il a existé, qu'il n'existe plus ou qu'il existe encore sous une forme dégénérée. Cette définition renvoie donc à un parti différent du PT. Or, dans le passé, il n'a pas existé d'autre parti de type fédératif que la SFIO. L'expérience a amplement prouvé qu'un parti construit sur le modèle des partis social-démocrates qui existaient à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, fonctionnait de telle sorte que l'ensemble de ses courants ou tendances devaient s'aligner sur son programme minimum, et que le programme de sa tendance révolutionnaire passait systématiquement à la trappe, au point que ces partis capitulèrent tous au moment décisif. Vous penserez certainement que c'est déjà le cas au PT et vous aurez raison de le penser, cependant il existe une différence de taille entre le PT actuelle et le parti qu'ils veulent construire.

Actuellement la totalité des instances du PT sont contrôlées par son courant communiste internationaliste (CCI) qui regroupe un peu moins de la moitié de ses adhérents, bien que ses dirigeants se bornent à mettre en œuvre une politique trade-unioniste, il faut admettre qu'ils disposent encore de la capacité de mobiliser leurs militants (CCI) sur la base du programme de la révolution prolétarienne sans qu'aucune opposition interne ne puisse les en empêcher ; qu'ils n'y fassent référence que les jours de fêtes pour reprendre une expression familière aux militants, nous le savons tous. Cependant, c'est la raison pour laquelle on pouvait encore caractériser jusqu'à un certain point le PT comme un parti centriste. Demain, ce ne sera plus possible, voilà l'une des différences essentielles entre le PT tel qu'il est aujourd'hui et le nouveau parti dans lequel il va se fondre et j'explique pourquoi. Certes les dirigeants du PT vont continuer de contrôler les instances du nouveau parti, mais d'après ce que j'ai lu dans *Informations ouvrières*, la majorité de ses militants n'appartiendront pas à son courant trotskiste, d'où l'obligation dans laquelle va se trouver la direction du CCI de partager son pouvoir au sein des instances de décisions du parti avec des militants (élus et syndicalistes) extérieurs au CCI, et de tenir compte de ce nouveau rapport de forces à l'intérieur du parti pour définir son orientation politique, etc. A ce titre, on pourrait dire que le schivardisme a constitué un ballon d'essai qui préfigurait le nouveau tournant droitier qui a été inaugurée lors de la campagne électorale des présidentielles de 2007. Il a certes occasionné quelques démissions au sein du CCI, mais sans pour autant porter atteinte à l'appareil du PT, par conséquent, les dirigeants du PT ont décidé sans consulter leurs militants qu'ils pouvaient poursuivre cette expérience jusqu'à son terme. Les militants actuellement regroupés au sein du CCI vont donc se retrouver dans un parti où ils seront très largement minoritaires. Dès lors, il est facile de comprendre que les dirigeants actuels du

PT ne pourront plus demain imposer un tournant à gauche à leur parti et le mobiliser sur une nouvelle ligne politique, leur parti n'étant plus un parti centriste mais un parti purement réformiste où ils seront minoritaires. Les militants du CCI pourront toujours se consoler en récitant le *Programme de transition* chaque soir avant d'aller se coucher.

Maintenant, chacun sait pertinemment que les dirigeants du PCI (PT-CCI) ont été à l'origine de la constitution des quatre tendances du PT, et qu'en réalité ces tendances n'ont jamais été constituées par des militants ou des cadres de ce parti, ceux qui s'y sont essayés ont tous été exclus les uns après les autres. Il y a fort à parier que la direction du PT fera tout ce qui sera en son pouvoir pour éviter qu'une véritable tendance se constitue au sein de leur nouveau parti, sauf si elle épouse étroitement les contours de la politique prônée par les dirigeants du PT. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit semble-t-il au sein des tendances communiste et socialiste du PT au fil du temps, où des membres du PCF et du PS en assurent la direction, ce qui a été rendu possible uniquement par l'évolution résolument réformiste de la politique de la direction du PT, finalement les politiques définies par les membres des trois tendances (communiste, socialiste et trotskiste) se rejoignent au détriment du programme du CCI qui a été totalement abandonnée.

Pour conclure sur ce point, il serait correct d'écrire qu'il faut **construire** le parti, si l'on décidait de construire un parti différent de tous les partis qui ont existé en France depuis un siècle, sur le modèle du parti de Lénine, mais les militants ont bien compris qu'il ne s'agissait pas de cela ici.

Continuons la lecture de ce *projet de manifeste*.

Il est écrit toujours dans l'introduction : « *Ce projet de manifeste est soumis à la libre discussion de ces comités, à la discussion de tous ceux qui ont pris la carte, (...)* ». Question : De quelle carte s'agit-il ? De la carte de participant à la convention ou de la carte d'adhérent au comité provisoire pour un parti ouvrier ? Vous allez penser que je « *coupe les cheveux en quatre* », que cela revient au même, vous allez vite être persuadé du contraire.

Nulle part à ma connaissance ils n'ont écrit que l'**unique** objet de cette convention était la proclamation d'un nouveau parti. Mieux, nulle part les dirigeants du PT n'ont écrit qu'ils s'apprêtaient à le proclamer lors de cette convention, ce sont des militants qui l'ont dit seulement et dont les propos ont été reproduits dans un numéro récent d'*Informations ouvrières*.

IO n°807 page 8 : « *6 avaient déjà leur carte du comité provisoire pour un parti ouvrier* »

IO n° 806 page 8 : « *22 cartes de préparation à la convention* »

Dans un encart reproduit à la page 8 chaque semaine, on peut lire : « *le comité provisoire pour un parti ouvrier se réunit pour la première fois à Ivry. Il décide de convoquer la convention ouvrière et socialiste.* ». Donner son accord sur la tenue d'une convention et adhérer à un parti, ce n'est pas la même chose, non ?

En fait, j'ai l'impression que nous sommes face à une nouvelle manipulation des dirigeants du PT : en laissant subsister le doute sur l'objectif réel de cette convention, ils proposent aux travailleurs de prendre une carte pour participer à une réunion de travail en quelque sorte, tout en les inscrivant au comité provisoire, de façon à les comptabiliser comme adhérents virtuels de leur nouveau parti. Bref, sans le savoir, des travailleurs se retrouvent adhérents d'un nouveau parti en devenir ou qui n'existera peut-être jamais !

Si cela ne vous suffisait pas pour comprendre où se situe l'arnaque, dans un autre encart, par exemple page 9 du IO n°806, on peut lire : « *L'appel à une convention ouvrière et socialiste, la carte de participant au comité provisoire pour un parti ouvrier* ». Il s'agit donc de la carte d'adhésion au « *comité provisoire pour un parti ouvrier* », et non de la carte pour participer à la convention comme il est écrit ailleurs. Au-delà de ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, pourquoi entretenir le doute, pourquoi cette manœuvre ? A mon avis, elle est destinée aux militants du CCI pour les convaincre d'adhérer à ce comité, sachant qu'un grand nombre d'entre eux continuent de résister et de refuser ce nouveau diktat de Gluckstein. Voyez camarades leur dit-il, vous hésitez, vous êtes frileux à vous engager dans le nouveau parti, vous avez tort, ce n'est pas bien du tout, regardez, des

milliers de travailleurs nous rejoignent, cela montre bien que c'est la seule voie pour construire le parti, etc. Quel parti ?

Dans un IO précédent, les dirigeants du PT expliquaient qu'il n'y avait pas de contradictions entre le PT et la perspective de construire un autre parti, dans la mesure où ils répètent depuis 1991, excusez du peu, que le PT n'est que la forme « *transitoire* » du parti, etc. En fait, cette argumentation remonte à 1986 lors de la liquidation du PCI et de la proclamation du MPPT.

A cette époque, ces dirigeants (les mêmes qu'aujourd'hui) pensaient que la crise qui secouait alors le PS et le PCF permettrait de gagner des milliers et des milliers de militants de ces partis, d'où la liquidation du PCI puisque sa structure ne permettait pas de les accueillir. Comme chacun sait il n'en a rien été, environ 3 000 militants du PCI ont quittés le MPPT et le PT au fil des ans et ont été remplacés par environ le même nombre de militants venant d'horizons divers. Cette stratégie s'est avérée pour le moins erronée et suicidaire, car au lieu de disposer d'un parti centralisé de combattants soudés autour d'un même programme et un même objectif, ils ont construit à la place un parti hétérogène partagé entre militants et adhérents ne défendant ni la même méthode ni le même programme et ne poursuivant pas le même objectif. Avantage tout de même pour sa direction : conserver le contrôle total du parti, leur priorité absolue, les exclusions et les démissions se succédant sans que l'appareil ne soit menacé.

Aujourd'hui, ils nous refont le même coup, à ceci près qu'il ne s'agit plus pour eux de recruter des militants de base dont certains pouvaient appartenir au prolétariat, ce qui laissait un mince espoir que le parti se tournerait enfin un jour vers les masses, mais de recruter des maires et des élus qui ne représentent pas les intérêts d'une classe sociale déterminée, il faut le préciser, les débris de l'appareil réformiste et stalinien qui sont tout de même investis par la direction de leur parti respectif auquel ils font forcément allégeance et preuve de discipline. Il s'agit donc pour les dirigeants du PT de s'éloigner encore davantage des couches du prolétariat les plus nombreuses qui subissent de plein fouet la politique antisociale du gouvernement : trop compliqué, pas intéressant ou pas solvable, ou les deux à la fois. Partant de là, on comprend à la fois la nature des intérêts que défendent les élus et les maires dont ils flattent les qualités à longueur de colonnes et la nature du parti qu'ils veulent construire, un parti tourné avant tout vers la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière qui supportent de plus en plus mal que les avantages que leur accordait le régime jusqu'à présent soient remis en cause. C'est cette perspective qui a inspiré les rédacteurs de ce document et qui permet d'en comprendre le contenu.

Continuons.

« *Le gouvernement Sarkozy-Fillon appliquant les directives européennes* ». Passons sur le fait qu'il s'agit du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, d'un gouvernement d'union nationale. Nulle part dans ce document la forme du gouvernement ne sera caractérisée avec précision.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner « *applique* » les directives européennes, mais s'il prend la décision de les appliquer, il pourrait très bien prendre la décision inverse, par exemple s'il devait faire face à une mobilisation massive du prolétariat, non ? Or, le PT fait tout ce qu'il peut pour éviter que cela soit le cas en baladant les travailleurs et ses militants du côté de Bruxelles au lieu d'engager le combat unitaire avec la LCR et LO, et pourquoi pas des courants du PCF, contre le gouvernement.

Ce que ne disent pas les auteurs de ce texte, c'est que Sarkozy applique son programme, programme qui certes coïncide avec la politique de l'UE, mais c'est son programme qu'il applique. Pourquoi le taire ici ? Une preuve supplémentaire. Dans l'éditorial du n°817 d'*Informations ouvrières* du 25 octobre 2007, Gluckstein a écrit : « *La démocratie, c'est la lutte de classe unie, travailleurs et organisations, pour défendre et préserver tout ce que Bruxelles veut détruire.* »... mais pas Sarkozy !

La recherche vitale de l'unité. La recherche de l'unité ne peut pas justifier l'abandon du programme de la révolution prolétarienne. Le PT avance masqué en se rangeant constamment derrière des comités qui ne regroupent aucune autre formation politique que le PT. L'activité pratique de son courant CCI est quasi inexistante, alors que ce courant dirige le PT, on est donc en droit d'identifier le CCI au PT, seule la théorie permet de les distinguer, mais comme elle se présente sous la forme d'une abstraction, les deux se rejoignent et ne font plus qu'un au détriment toujours du CCI et son programme. Ne pas inclure dans le manifeste d'un parti ouvrier la référence à la révolution (le moyen

ou l'outil) ou au mouvement révolutionnaire des masses pour prendre le pouvoir, rend cet objectif impossible à atteindre. Cela rejoint le fait que le PT refuse d'engager le combat contre les institutions leur préférant l'UE, on tombe là encore dans une abstraction, car les masses n'ont qu'une idée très approximative sur le rôle de l'UE, cela ne les passionne pas, tout ce qu'elles demandent, c'est la paix, alors à quoi bon tenter de les focaliser sur l'UE qu'elles identifient certes faussement et inconsciemment à l'Europe, pendant qu'il y a tant à faire contre le gouvernement, il y a matière à lui faire la peau quotidiennement et à mobiliser les masses, mais le PT s'en détourne volontairement, au nom de l'unité contre l'UE.

A propos de l'unité prônée par le PT, la volonté affichée par Sarkozy de passer par la voie parlementaire pour faire adopter le nouveau traité européen nous donne encore l'occasion de confronter les dirigeants du PT.

Ne faudrait-il pas engager immédiatement une campagne nationale unitaire pour exiger la tenue d'un nouveau référendum ? Ils vont répondre à cette proposition que ce serait faire l'impasse sur le résultat du référendum du 29 mai 2005 où le non l'avait largement emporté. Passons sur le fait que Schivardi et Gluckstein s'étaient assis dessus en se rendant chez Sarkozy et Barroso **après** le 29 mai 2005. Sauf que depuis de l'eau à couler sous les ponts. Dans quelle situation nous trouvons-nous aujourd'hui ? Ce n'est pas nous qui demandons un nouveau traité, c'est Sarkozy qui veut nous l'imposer, ne confondons pas. Partant de là, soit nous engageons cette bataille qui présentera l'avantage d'une part, de mettre en lumière le fait que Sarkozy bafoue ouvertement la démocratie et craint le verdict du peuple, d'autre part, d'organiser des militants et des travailleurs sur un objectif précis, tout en sachant que les travailleurs l'interpréteront à leur manière en voulant infliger une défaite à Sarkozy, soit nous nous bornons (à des mots) à répéter stérilement que ce nouveau traité ne devrait pas exister puisqu'il reprend la quasi totalité du projet de « *constitution* » européenne qui a été rejeté le 29 mai 2005, sans organiser la moindre mobilisation unitaire, que Sarkozy bafoue la démocratie, etc. D'un côté, un engagement pratique sur un objectif précis qui permet de mobiliser des travailleurs et des militants, une expérience politique, de l'autre, rien que des mots sans la moindre perspective politique.

La proposition qui pourrait être soumise à toutes les formations politiques du mouvement ouvrier et aux travailleurs devrait être simple, du genre : Le 29 mai 2005 nous avons massivement rejeté le projet de « *constitution* » européenne. Aujourd'hui, Sarkozy veut nous l'imposer sous un autre nom en le faisant adopter par le Parlement sachant par avance que la majorité des députés et des sénateurs y sont favorables. Nous exigeons qu'un référendum soit organisé, car c'est au peuple seul de décider de son destin. On pourrait étoffer, à condition de ne pas inclure des éléments de division. Inutile de revenir dans cette déclaration-pétition sur le rôle profondément néfaste de l'UE, les militants s'en chargeront très bien lorsqu'ils feront signer cette pétition ou lors de la campagne qui précèdera le référendum, si référendum il y avait. L'unité entre le PT, la LCR, LO et d'autres courants ou formations du mouvement ouvrier est-elle possible sur cet objectif bien circonscrit et limité dans le temps ? A mon avis oui, si les dirigeants de ces partis le décident. C'est la responsabilité des dirigeants du PT qui est directement engagée puisque c'est leur parti qui compte le plus d'adhérents.

En complément, sur la question du nouveau traité européen. Si vous avez lu l'éditorial du n° 818 *d'Informations ouvrières* du 1^{er} novembre rédigé par Gluckstein, vous avez sans doute remarqué qu'il ne propose absolument rien, ce qui confirme si besoin était ce que j'ai écrit dans le paragraphe précédent.

Que dit-il au juste, je cite : « *Pour notre part, nous pensons que la démocratie, c'est que le peuple doit décider. La démocratie, c'est qu'il y ait référendum. La démocratie, c'est l'unité pour le rejet du traité de Lisbonne.* ». Il a évoqué l'unité, nous sommes bien d'accord, mais pensez-vous vraiment qu'il prendra une initiative dans ce sens ? J'ai l'intime conviction que non pour la raison suivante. Demandez-vous à qui peut-il bien penser en évoquant l'unité ? Voici sa réponse dans le même éditorial : « *Comment comprendre que le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, déclare : « Si la gauche était venue au gouvernement, elle aurait convoqué un référendum, mais le président a dit qu'il ne le ferait pas. J'en prends acte et je le déplore » ? Face à un véritable viol de la démocratie, peut-on se contenter de « prendre acte » ? Peut-on se contenter de « déplorer » ?* ». Autrement dit, de façon explicite, il explique qu'Hollande devrait se prononcer pour un référendum et par conséquent livrer une bataille sur ce thème, disons unitaire pour qu'elle ait une chance d'aboutir. Gluckstein s'en remet donc une nouvelle fois au PS. En conclusion : si le PS refuse d'engager le

combat pour un référendum, pas d'unité possible. Gluckstein cultive habilement à la fois le double langage et les illusions dans le PS, puisque deux semaines auparavant il avait écrit dans son éditorial que l'unité n'était pas possible avec ceux qui ne mettaient pas la rupture avec l'UE comme préalable à leur combat pour les revendications, exiger un référendum est une revendication politique.

Par avance, Gluckstein est opposé à toute unité pour exiger un référendum, sauf si le PS en faisait partie. Sa hantise serait de se retrouver côte à côte à une tribune avec Besancenot, Laguiller, Buffet, des membres d'associations comme Attac, nous le savons bien. S'il ne propose rien allant dans le sens de la réalisation de l'unité, par contre il n'est pas avare d'arguments lorsqu'il s'agit d'évoquer les conséquences qui suivraient l'annonce d'un hypothétique (c'est plus honnête de le préciser) référendum : « *si référendum il y avait sur le traité de Lisbonne, il y aurait débat sur ce traité. Les projecteurs seraient braqués sur son contenu* », plus loin : « *si référendum il y avait, nul ne pourrait empêcher les projecteurs d'éclairer ce fait* », et encore : « *si référendum il y avait, nul ne pourrait empêcher le débat politique de mettre en évidence que toutes les attaques (...)* ». Je ne sais pas si c'est l'occasion qui fait le larron, mais comme dirait l'autre, avec des si on mettrait Paris en bouteille ! Voilà à quoi se réduit la politique du PT : si, si, si... l'impératrice ou Dalida, parole, parole, parole...

En fait, Gluckstein est bien embarrassé, car il ne peut pas prétendre que c'est l'Union européenne qui exige d'adopter le nouveau traité européen par la voie parlementaire, mais Sarkozy, c'est donc contre Sarkozy qu'il faut engager sans condition le combat dans l'unité. On comprend dès lors qu'il ne soit pas pressé d'engager ce combat puisque le PT a pour devise d'éviter soigneusement de s'en prendre directement au gouvernement et aux institutions.

En fait, la conception de l'unité des dirigeants du PT se résume à cela : quand il s'agit d'une revendication avancée par les syndicats, il ne s'emmêle pas au nom de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, pendant que leurs militants et cadres se rangent derrière leur bureaucratie syndicale. Quand il s'agit d'un meeting ou d'une manifestation appelée par d'autres partis ou organisations, systématiquement le PT n'y participe pas en invoquant divers prétextes faciles à inventer, seules les actions qu'ils ont appelées méritent que leurs militants se déplacent. L'unité pour les dirigeants du PT se résume à l'unité avec eux-mêmes, l'unité ne peut être réalisée qu'à leur initiative pour rallier des militants extérieurs au PT qui partagent déjà leur position sur une question déterminée mais jamais l'inverse, leurs comités en sont des exemples caricaturaux. Ils agissent comme si leur parti était suffisamment important pour impulser et contrôler le front unique, alors qu'il est quasi inexistant sur les neuf dixièmes du territoire et 99% des entreprises, ce qui contribue à les maintenir dans un isolement qu'ils n'hésitent pas à déplorer pour faire oublier qu'ils en sont les principaux responsables. Ils ont aussi l'habitude provocatrice de proposer l'unité à d'autres organisations sur des bases totalement inacceptables pour ensuite dénoncer la division orchestrée par ces organisations.

Pour ma part, je pense que les militants devraient participer à toutes les actions qui rassemblent travailleurs et jeunes sans pour autant mettre dans leur poche leur programme et leur drapeau. Le terrain pratique ne serait-il pas la meilleure école pour confronter les idées des uns et des autres et gagner de nouveaux militants ? On peut avoir raison seule dans son coin, cela ne sert finalement à rien, ou pire, avoir tort et persister indéfiniment dans l'erreur parce que l'on n'a jamais eu la moindre occasion de s'en rendre compte. Voilà à quoi l'isolement conduit fatalement.

Continuons notre lecture.

Ce n'est pas vrai que « *les travailleurs et les peuples* » connaissent une « *dégradation accrue de leurs conditions de vie et de travail* », dans certains pays comme l'Inde par exemple, elles s'améliorent pour le plus grand nombre, de la même manière qu'elles se sont améliorées pour les travailleurs de Corée du Sud au cours des deux dernières décennies du XXe siècle. Peut-on nier ou ne pas tenir compte que les conditions d'existence du prolétariat se sont améliorées au cours du développement du capitalisme en Europe ? N'importe quel observateur honnête partagerait ce constat. C'est d'ailleurs facile à comprendre et à démontrer : le capitalisme pour se développer doit régler partiellement au préalable un certain nombre de questions sociales : logement, santé, hygiène, instruction, etc. Ensuite, il ne peut pas prétendre écouler ses marchandises sur le plan local ou national en maintenant l'ensemble des travailleurs dans une misère noire, la lutte de classe intervenant à son niveau, mais ce n'est pas de cela dont il s'agit ici.

Vient ensuite une liste des conséquences de la survie du capitalisme.

La guerre. Il est étrange qu'ils aient *oublié* la Palestine dans leur liste très brève, alors que la résistance et le combat du peuple palestinien constitue une menace permanente pour le dispositif militaire de l'impérialisme américain (pas seulement) au service de ses intérêts pétroliers, et dont l'État d'Israël n'est que le bras armé.

Démantèlement des nations. De quelles nations ? De la Yougoslavie afin de liquider l'État ouvrier (dégénéré), certes, à part cela ? Le Viêt Nam a été réunifié, l'Allemagne a été réunifiée sur les bases du capitalisme avec le soutien des dirigeants du PT. La Corée pourrait suivre le même processus. On a donc assisté en réalité au processus inverse dont nous parle ce document. S'agissant maintenant de la Somalie, comme de nombreux pays en Afrique et en Asie, ce pays était administré par des tribus, la constitution en État a été importée et imposée au peuple, elle n'a pas été le produit d'un développement des forces productives dans ce pays... Concernant les frontières (très souvent artificielles) qui délimitent de nombreux États en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient ou en Asie, elles ont été arbitrairement taillées sur mesure pour permettre aux brigands impérialismes de se soumettre plus facilement ces peuples et de piller les ressources de leur pays, sans tenir compte de leur histoire et entraînant l'exode de millions d'hommes, femmes et enfants, des massacres et des guerres sans fin...

Le PT emploie à longueur de temps les mots *nation* et *République* au détriment de l'Etat et ce n'est pas un hasard ou une simple lacune. Si l'on analyse le rôle de l'Etat qui se confond dans le vocabulaire du PT avec celui de la nation, on se rend compte qu'il est l'unique client de l'industrie d'armement. Or, il se trouve que le système capitaliste ne pourrait pas survivre aux développements des forces productives sans tenter d'en freiner le développement, d'où la nécessité d'en transformer une portion importante en forces destructrices, et cela depuis le début du XXe siècle. C'est la principale fonction de l'Etat à l'époque de la décadence du capitalisme.

La propriété privée des moyens de production est à l'origine du développement des forces productives aboutissant à la situation où elle ne peuvent plus être contenues dans le cadre étroit du mode de production capitaliste, on parle alors du conflit permanent qui existe entre le mode de production et les forces productives, et qui du point de vue des intérêts capitalistes justifie les guerres, du point de vue des intérêts du prolétariat, la collectivisation des moyens de production sous contrôle ouvrier.

D'autre part, le mode de production capitaliste doit faire face à d'autres contradictions insurmontables, dont notamment la nécessité de produire toujours plus à un moindre coût pour maintenir les profits des capitalistes, en essayant notamment de réduire la concurrence et l'anarchie qui gangrènent l'ensemble de ce système économique, tout en tentant de museler le mouvement ouvrier par différents moyens... Le cadre dans lequel les forces productives continuent de croître (dans l'absolue) est non seulement devenu trop étroit au niveau du mode de production, mais aussi dans celui des structures nationales dans lesquels il s'était développé au cours du XIXe siècle.

Le mode de production capitaliste s'était développé à partir du XVIIIe siècle à l'échelle internationale, mais dans un cadre national, chaque capitaliste produisant ce qui bon lui semblait pour s'enrichir et augmenter son capital. A cette époque, le marché était plus étroit qu'aujourd'hui, mais il n'était pas en permanence saturé, la surproduction n'était pas le facteur dominant du capitalisme, alors qu'aujourd'hui, il est l'un des principaux facteurs de déstabilisation de l'ensemble de ce système économique, parce qu'il est devenu incontrôlable du fait du formidable développement des forces productives.

Depuis le début du XXe siècle, la tendance à la concentration ou à la socialisation de la production n'a cessé de s'accroître donnant naissance à des multinationales géantes couvrant tous les continents, accompagnée d'une augmentation sans cesse croissante de la productivité.

Dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, la reconstruction du capitalisme avec l'aide de l'impérialisme américain (plan Marshall) a permis de stabiliser la situation économique des différents Etats en Europe de l'ouest, grâce à une augmentation importante de la productivité par rapport à l'avant guerre, ce qui permettra à la bourgeoisie de financer un certain nombre d'avancées sociales et d'acheter la neutralité de l'aristocratie ouvrière par le biais de négociations avec les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier. Au même moment, les capitalistes devaient faire face à la

rébellion de leurs colonies qui réclamaient leur indépendance et menaçait directement leurs intérêts vitaux. Pour en conserver le contrôle sur le plan économique, ils continueront de piller leurs matières premières sans chercher véritablement à les développer, les remettant entre les mains de dictateurs, car cela se serait traduit automatiquement par une augmentation des besoins de la population, et par conséquent des revendications salariales.

Bien entendu, le développement du capitalisme après-guerre dans des proportions inconnues jusqu'alors et sur une échelle encore plus vaste, allait contribuer à accentuer davantage les contradictions auquel le capitalisme est confronté depuis qu'il existe. Il lui fallait donc prendre de nouvelles initiatives pour les affronter et accroître ses profits.

C'est au cours des années 70 que l'on a vu l'apparition des motos japonaises qui précédera la mort de cette industrie en France. Puis vinrent les appareils photos, les téléviseurs et les articles électroménagers.

Dix ans plus tard, la disparition de pan entier de l'industrie allait s'accélérer en France et en Europe, les divers capitalistes, principalement japonais, britanniques et américains investirent en masse dans les Quatre Dragons (Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hong Kong.) concurrençant directement l'ensemble des capitalistes dans presque tous les secteurs d'activité. Ce processus sera complété par l'apparition de cinq nouveaux pays exportateurs, les Cinq Tigres asiatiques (la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Brunei). A partir de ce moment là, ce sera l'hécatombe, les fermetures d'usines et les délocalisations en France s'enchaîneront à un rythme soutenu jusqu'à nos jours. Le développement à pas forcé du capitalisme dans ces pays asiatiques se traduira assez rapidement par une élévation du niveau de vie de leur population, et par conséquent, une augmentation du coût de la production, donc une réduction du profit des capitalistes. Nos capitalistes en sont donc revenus à la même situation qu'hier. Pour y faire face, ils n'ont pas d'autre solution que de développer le capitalisme à une échelle encore plus gigantesque, d'où le développement des pays dits émergents, la Chine, l'Inde et le Brésil principalement.

Ce nouveau processus a pris forme au début des années 90 et ne cesse de s'accélérer, les capitalistes chinois inondant désormais le monde de toutes sortes de produits manufacturés dont les coûts de fabrication sont imbattables, au détriment des industries des vieux pays capitalistes, mais au profit de l'aristocratie financière qui contrôle une très grande partie du marché mondial. Et ce processus est loin d'être achevé, on pourrait dire qu'il est en période de rodage. D'ici une ou deux décennies, on peut penser que les capitalistes français n'auront plus à exporter en Chine qui fabriquera à un coût inférieur tout ce qu'elle importe encore.

Reste l'Afrique qui sert actuellement aux capitalistes du monde entier à se fournir en matières premières à un moindre coût, comme autrefois, ce qui explique le sous-développement dans lequel a été cantonné ce continent et la situation dramatique et épouvantable que vit la population africaine. Cette situation ne durera pas éternellement, si l'on en juge par rapport aux milliards de dollars que les capitalistes chinois et américains investissent aujourd'hui en Afrique. On peut dire que tôt ou tard, les capitalismes seront le dos au mur sans plus aucune réserve d'esclaves pour accroître ou seulement garantir leurs profits, la division du travail à l'échelle mondiale sera achevée. Il ne leur restera plus qu'à instaurer une dictature implacable à l'échelle de l'humanité pour continuer à exister, si nous ne les arrêtons pas avant.

Quel est le rapport avec les nations direz-vous ?

Pour répondre à cette question, il faudrait peut-être au préalable se souvenir que l'Etat n'a pas d'intérêts particuliers qui seraient indépendants des classes sociales existantes, qu'il n'est pas placé au-dessus des classes, mais qu'il est au service des intérêts d'une classe bien déterminée, la classe dominante, la classe qui possède les moyens de production. L'État représente les intérêts de cette classe et pas autre chose.

Dans la mesure où les intérêts fondamentaux de cette classe coïncident désormais ou tend à se confondre de plus en plus avec les intérêts du capitalisme (financier) à l'échelle mondiale ou pris comme une entité unique, et non plus comme une somme d'intérêts d'industriels ou de capitalistes isolés, l'Etat n'a plus que pour seule fonction d'assurer le bon fonctionnement du capitalisme, donc son développement à l'échelle mondiale sans se soucier des intérêts de capitalistes isolés ou qui n'y

seraient pas intégrés. Il doit lever les uns après les autres tous les obstacles qui pourraient entraver ce processus, notamment en s'attaquant frontalement à la législation sociale en vigueur. Ainsi, la nation ou l'Etat n'est plus qu'un appareil policier au sens le plus strict du terme.

Défendre la nation ou l'Etat dans sa forme actuelle revient à prendre la défense de cet Etat policier et j'explique pourquoi. Appeler à la *reconquête de la démocratie* dans le cadre de la nation (avec ou sans l'existence de l'Union européenne), cela revient à ne pas tenir compte ou à vouloir annuler tous le développement du capitalisme dont je viens brièvement de retracer l'histoire. On comprend immédiatement que c'est impossible. Le capitalisme a besoin des Etats pour faire régner l'ordre et il en aura de plus en plus besoin. Voyez ce qui se passe en ce moment en Irak avec la question kurde. Bush a expliqué qu'il craignait que l'incursion de l'armée turque dans la seule région en Irak à peu près stable, ne remette en cause le fragile équilibre qu'il a construit autour de l'Etat irakien, on ne peut pas dire qu'il est favorable à l'éclatement de l'Irak comme l'affirmait le PT.

Que les capitalistes soient tentés d'en finir avec les nations ce n'est pas nouveau. Tous ceux qui s'y sont essayés dans le passé ont toujours échoué, tout simplement parce que les peuples n'ont ni la même histoire ni les mêmes traditions, etc.

Défendre la nation ou l'Etat, c'est vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, alors que nous voulons aller de l'avant, c'est réactionnaire. Ce n'est pas en tentant de freiner le développement du capitalisme que nous parviendrons à le vaincre, c'est plutôt le meilleur moyen d'assurer sa pérennité. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il ne faut pas s'opposer aux conséquences désastreuses de son développement à l'échelle mondiale, ce serait capituler. A mon avis, la seule façon de s'y opposer c'est de construire un parti de militants capables de comprendre que l'abolition du capitalisme est une nécessité historique, et que pour y parvenir il n'y a pas d'autre solution que de s'emparer du pouvoir politique par la voie révolutionnaire. C'est uniquement dans cette perspective politique que nous devons défendre nos droits et nos acquis si nous voulons atteindre notre objectif et vaincre

Destruction d'industries nationales entières, etc. Certes, dans certains pays, en Europe et aux Etats-Unis, avec leurs conséquences dramatiques, mais au même moment ces industries se développent dans d'autres pays, elles créent des emplois qui permettent d'élever le niveau de vie des travailleurs et leurs familles, etc. Les rédacteurs de ce document s'en foutent apparemment, la seule chose qui les intéresse, c'est ce qui se passe en France. Mais pour analyser la situation et pouvoir combattre le capitalisme et ses représentants, il faut sans cesse avoir à l'esprit de quelle manière évolue le capitalisme à l'échelle mondiale et ne pas rester enfermé dans une vision étriquée et purement nationaliste de la situation économique.

Combattre contre la destruction des emplois en France, certes, mais certainement pas en faisant croire aux travailleurs qu'ils pourraient les conserver et que la roue de l'histoire pourrait s'arrêter ou tourner à l'envers, mais en leur expliquant pourquoi la destruction de leur emploi est liée uniquement à la survie et à la raison d'être du capitalisme qui demeure l'accumulation du profit. A vouloir faire croire aux travailleurs que tout serait possible sans recourir à la révolution pour en finir avec le régime capitaliste, voilà à quelle aberration politique on arrive en étant sur une ligne trade-unioniste et disons-le : purement nationaliste. Ce constat s'applique d'ailleurs à l'ensemble de la politique du PT.

Remise en cause généralisée de toutes les garanties collectives arrachées par la classe ouvrière. Il est faux de prétendre que « toutes » les garanties collectives ont été « arrachées » par la classe ouvrière, dans la mesure où une partie d'entre elles lui ont été octroyées par la bourgeoisie pour pouvoir assurer le développement du capitalisme ou pour le reconstruire après guerre, notamment dans le cadre du plan Marshall. Cet amalgame entre droits conquis par la lutte de classe du prolétariat et ceux issus directement des besoins du capitalisme est d'autant plus dangereux, d'une part, parce qu'il tend à placer sur le même plan la phase ascendante et la phase de décomposition du capitalisme, ce qui conduit à entretenir des illusions sur l'avenir de la société en régime capitaliste, et de placer la lutte des classes sur le même plan que les besoins propres au développement ou la survie du capitalisme, ce qui interdit finalement d'en comprendre le fonctionnement et les lois internes qui le régissent, d'autre part, parce qu'il tend à masquer la crise profonde et irréductible à laquelle le

capitalisme est confronté et condamné. Cela étant dit, après tout, on pourrait très bien croire que les capitalistes sont des individus abominables qui agissent ainsi guidés uniquement par la volonté de s'en mettre toujours davantage dans les poches, c'est l'argument des altermondialistes qui pour cette raison prétendent qu'il serait possible d'« humaniser » le capitalisme ou rendre l'Union européenne plus « sociale », alors qu'en réalité l'accumulation du profit est la raison d'être du système économique capitaliste et sa finalité, et si l'accumulation du profit apparaît comme le seul objectif des capitalistes, c'est seulement parce qu'ils en sont les principaux bénéficiaires.

On pourrait formuler les choses autrement : d'une part, une partie importante de nos droits sociaux ont été acquis par le combat acharné du prolétariat au cours de la lutte de classe, d'autre part, les droits sociaux que la bourgeoisie a concédé au prolétariat après guerre, a été la contrepartie de la trahison par les dirigeants des partis traditionnels et des syndicats du mouvement ouvrier, alors qu'un mouvement révolutionnaire balayait l'Europe, afin d'assurer la survie du régime capitaliste et de la caste bureaucratique au pouvoir à cette époque en Russie.

Il est évident qu'il faut défendre tous nos droits sociaux et démocratiques quelle qu'en soit l'origine, à condition que cela serve à faire progresser la conscience politique du prolétariat et à construire le parti dans la perspective de l'abolition du capitalisme, et non pour tenter seulement d'améliorer passagèrement le niveau de vie des masses, sachant que la plupart du temps, ce sont les couches supérieures du prolétariat et la petite bourgeoisie qui en bénéficient seulement.

Tout le problème est là avec le PT : défendre nos droits et nos acquis, la nation, la République, la démocratie, d'accord, mais à condition seulement de s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, en dirigeant notre politique contre le gouvernement et les institutions de la Ve République et non exclusivement contre l'Union européenne qui ne constitue pas le siège du pouvoir politique dans ce pays, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Mise en cause. « *Le rôle des députés des Parlements étant réduit à un rôle subsidiaire, les décisions de l'Union européenne s'imposent directement à toutes les nations.* ». Faux.

Les dirigeants britanniques et polonais qui ont signé le nouveau traité européen le 18 octobre 2007 ont demandé et obtenu de ne pas être contraints à respecter la *Charte des droits fondamentaux* qui figurent dans ce traité, avec l'accord des chefs d'États ou de gouvernements des 23 autres pays de l'UE. Ils pouvaient le signer tel qu'il leur était présenté, l'amender ou ne pas le signer du tout. Il en a toujours été ainsi depuis le Traité de Rome en 1957. Pourquoi vouloir nous faire croire le contraire ?

Par ailleurs, les députés des Parlements demeurent entièrement libres de voter ou non les lois et les textes qu'on leur propose, quand ils les votent c'est en parfaite connaissance de cause, ils en assument pleinement la responsabilité. Là encore, les dirigeants du PT ne voudraient-ils pas minimiser ou camoufler leur rôle ? Pourquoi ? Parce que ces députés appartiendraient aux mêmes partis que certains élus qui font partie du *comité provisoire pour un parti ouvrier* ? Cela fait désordre évidemment, donc par un tour de passe-passe, Gluckstein et Schivardi les blanchissent et les couvrent par avance de toute accusation de collaboration de classes. Si les directives européennes s'imposent en France, ce n'est ni la faute de Sarkozy et son gouvernement ni la faute des députés, c'est uniquement la faute à l'UE, ou si vous avez du temps à perdre, aller voir de l'autre côté de l'Atlantique !

Les dirigeants syndicaux non plus n'y sont pour rien :

« *En outre, l'Union européenne prétend associer les organisations syndicales à la remise en cause de tous les acquis sociaux au sein d'une gouvernance commune au nom d'un intérêt prétendument général* », en braquant un revolver sur la tempe de Mailly et Thibault ?

Personne n'a imposé aux dirigeants syndicaux d'affilier leur syndicat au sein de la CES ou de la CSI, ils ont agi là aussi en toute connaissance de cause, ils sont parfaitement responsables de leurs actes. Ils sont donc les seuls coupables de la remise en cause de l'« indépendance » de leur syndicat. Pourquoi les rédacteurs de ce document s'évertuent-ils à le cacher aux militants ? Parce qu'ils sont trop corrompus avec les appareils traîtres des syndicats, parce qu'ils auraient trop à perdre à dénoncer clairement leur rôle pourri ? Je vous laisse le soin de répondre à cette question ou de trouver une autre réponse. Je dois quand même vous avouer qu'un camarade du CCI m'a écrit que

les délégués au dernier congrès de FO qui militent au PT, ont voté la résolution présentée par Mailly, si cela s'avère exact, vous avez la réponse à votre question.

Il faudrait demander aux auteurs de ce projet comment ils font pour concilier l'indépendance de syndicats ouvriers avec l'appartenance à la CES, qui, comme chacun sait, est une institution créée par l'Union européenne. Même question concernant l'OIT et la CSI. Il y a beaucoup trop de non-dit, de silences, d'omissions volontaires dans ce document, vous ne trouvez pas ? Il est rédigé de telle sorte que l'on devrait éviter de se poser certaines questions embarrassantes, en fait il serait même préférable pour adhérer à leur parti de ne pas s'en poser du tout si j'ai bien compris.

« Aujourd'hui comme hier, les maux qui frappent l'humanité et la menacent dans son existence même ont une même cause : le système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. ». Constat insuffisant.

En réalité, les maux qui nous accablent sont : d'une part, le produit de la survie du capitalisme pourrissant, d'autre part, le produit de la collaboration active et permanente des dirigeants traîtres du mouvement ouvrier avec les représentants du capitalisme à travers une multitude d'institutions, sans laquelle le capitalisme aurait sans doute cédé la place au socialisme avant, au cours ou tout juste après la seconde guerre mondiale de 39-45. Pour la énième fois en à peine une page et demie, le rôle cynique et la responsabilité criminelle des dirigeants du PS et du PCF est passée sous silence. Dans ces conditions, comment voulez-vous que les militants comprennent quoi que ce soit à la situation ?

« C'est bien cette appropriation privée qui permet la délocalisation de la production et des emplois au gré de la recherche du meilleur profit, contre les besoins vitaux des populations et des nations. ».

Puisqu'il est question ici des « *des populations et des nations* », allez dire aux travailleurs indiens (300 entreprises françaises sont présentes en Inde) qui profitent des délocalisations qu'elles sont contraires à leurs « *besoins vitaux* », car même s'ils peuvent comprendre et condamner qu'elles se traduisent par la suppression de dizaines de milliers d'emplois en France, cela m'étonnerait fort qu'ils considèrent qu'elles portent atteintes à « *leurs besoins vitaux* », dans la mesure où elles leur procurent un emploi avec un salaire le plus souvent nettement supérieur à celui qu'ils percevraient dans une entreprise indienne.

Plus loin il, ils évoquent les différents gouvernements qui se sont succédés depuis « *25 ans* », pas 26 : « *l'alternance des gouvernements successifs - gouvernements PS-PCF-Vers-MRC, gouvernements de droite ou gouvernements de cohabitation* », sans caractériser leur nature, front populaire et union nationale, car l'emploi de ces qualificatifs peu enviables pourraient choquer les élus des partis qui ont participé à ces différents gouvernements et qui participent à leur comité provisoire, on comprend, on comprend... La même remarque concerne la suite : « *au lendemain de l'élection présidentielle et des législatives de 2007, à une situation de « grande coalition » de fait, dont la politique dite « d'ouverture » est la première illustration* ».

Viennent ensuite « *les principes fondateurs* » qui pourraient constituer la base du « *parti ouvrier indépendant* » sur lesquels je n'ai pas de remarques particulières à faire, le plus important est ailleurs selon moi. Mais quel sera son objectif ?

« Le but de la lutte de classe est de permettre aux plus larges masses d'en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression, d'abolir le patronat et le salariat, d'établir une société de justice et d'égalité, fondée sur la socialisation des moyens de production, le socialisme. ».

Question déterminante s'il en est : **comment, par quel moyen allons-nous en finir avec le capitalisme ?** Pas de réponse, et c'est bien là le problème de ce parti. Question : Qui prendra la tête de ces « *larges masses* » ? Pas de réponse. Et pour cause.

« Nous nous prononçons pour un parti ouvrier indépendant agissant inconditionnellement pour la démocratie et la République ».

Ils ne vont pas se prononcer pour la dictature et la monarchie ! Question : Lesquelles et dans quelle perspective politique ? Sarkozy aussi prétend agir pour la défense de la démocratie et de la République, non ? Bush n'a que ce mot là à la bouche. Il ne s'agit pas ici de faire un amalgame, mais

de montrer qu'un tel discours laisse ouverte la porte de ce parti à des gens qui n'ont pas forcément pour objectif d'en finir avec le capitalisme, encore moins par la voie révolutionnaire. On a eu largement le temps et l'occasion de se rendre compte au fil des ans qu'à chaque fois que le PT s'engageait dans une bataille, à aucun moment ne figurait la question politique du pouvoir diluer dans la *défense de la démocratie*, à aucun moment la question du gouvernement et des institutions n'était posée, ce qui nous a conduit à en conclure qu'il défendait tout bonnement la démocratie et la République bourgeoise, et que l'objectif final de la lutte de classe passait à la trappe, réduisant l'activité de leur parti au trade-unionisme.

Et c'est dans ce cadre là que s'inscrit précisément le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne, car chacun sait ou devrait savoir, que la légitimité et l'existence de l'Union européenne dépendent uniquement des institutions, de la constitution de chaque État membre. Le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne est un sous-produit du trade-unionisme, dans la mesure où il évite soigneusement de poser la question politique de la légitimité des institutions et de la constitution de la Ve République auxquelles il ne faut surtout pas toucher, au nom de la défense de la « *démocratie et de la République* » qui en sont justement les fondements.

Vous me direz que plus loin dans ce texte, ils se « *prononcent également contre les institutions antidémocratiques de la Ve République* », certes, mais cela ne coûte rien de se « *prononcer* » contre lorsque l'on évite méthodiquement de les combattre sur le plan pratique. Souvenez-vous, lors de la campagne qui a précédé le référendum du 29 mai 2005, Gluckstein dans un éditorial d'*Informations ouvrières* en était arrivé à défendre la constitution de la Ve République qui avait l'avantage d'être plus démocratique que le projet de « *constitution* » européenne, parce qu'il y était fait référence à la « *souveraineté du peuple* » dans l'une et pas dans l'autre. Il a défendu la « *démocratie et la République* » en appelant à la rescousse la constitution de la Ve République, pilier des institutions contre lesquelles il se « *prononce* » aujourd'hui. Se prononcer contre, cela ne signifie pas forcément mener le combat dans la perspective de les abattre. C'est ce qui différencie l'opportunisme du trotskisme.

Dans la Charte en quatre points du PT, il est écrit que le PT « *combat (...) pour l'abrogation des institutions antidémocratiques de la Ve République* ». Il faut bien constater que ce *projet de manifeste*, est une version édulcorée de la Charte du PT, un compromis sur les institutions qui s'explique très bien au regard du comportement qu'a eu Gluckstein lors de la campagne qui a précédé le référendum de 2005. Il s'agit là d'une mise au point après coup qui entérine la position réelle du PT vis-à-vis des institutions.

Quant à « *l'Assemblée constituante souveraine* », on ne sait pas d'où ils la sortent ni dans quelle condition elle pourrait voir le jour, qui sait, peut-être à l'issue de l'élection de monsieur Schivardi comme président de la République ! Quelle devrait être sa composition ? Pas de réponse non plus. A ma connaissance, le prolétariat n'a jamais pris le pouvoir dans aucun pays en se dotant de ce genre d'organisme politique. Quelle serait la nature d'un organisme politique qui ne reposerait pas et qui ne serait pas le résultat de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? Un parlement bourgeois.

Les auteurs de ce projet de manifeste pourraient répondre que nous n'avons rien compris ou que nous sommes particulièrement de mauvaise foi, que l'Assemblée constituante sera tout simplement le produit de la mobilisation de *larges masses*. Ben voyons, les masses se mobilisent, et sans coup férier, l'élection de l'Assemblée constituante est organisée en toute légalité dans le cadre de la Ve République sous l'œil vigilant et attendri des représentants du capital à qui on demandera peut-être de superviser le scrutin... Balivernes de réformistes !

Au fait, le parti et son rôle déterminant lors du processus révolutionnaire menant à la prise du pouvoir, où est-il passé dans cette histoire ? Où sont passés les enseignements de la lutte de classe du prolétariat des deux siècles qui viennent de s'écouler ? Disparus, envolés, obsolètes, renvoyés au musée de l'histoire sans doute. Noyé parmi des partis bourgeois et réformistes au sein de cette assemblée, il est évident que le parti parviendra par la force des mots à convaincre les participants de cette vénérable assemblée de la justesse de son orientation politique qu'ils appliqueront tous de bonne grâce. Qui peut croire une fable pareille ?

En admettant qu'une telle stratégie soit un jour à l'ordre du jour, ce dont je doute fortement, il faudra avant d'y parvenir, que la mobilisation révolutionnaire du prolétariat se soit développée au point qu'il

ait pris conscience de la nécessité de se regrouper dans des organismes indépendants du pouvoir en place et des institutions pour continuer son combat, tout d'abord aux niveaux des entreprises et à l'échelon local sous la forme de comité (soviet), avant d'envisager sérieusement une solution à l'échelle nationale et de prendre conscience que c'est finalement la question du pouvoir politique qu'il a à résoudre.

A mon avis, le seul organisme politique sur lequel le parti et le prolétariat pourront s'appuyer pour conquérir le pouvoir devra être issu directement de la mobilisation révolutionnaire des masses, ce sera un organisme qu'ils auront forgé eux-mêmes au cours du processus révolutionnaire, en dehors de tout schéma prédéfini du type Assemblée constituante, qui plus est s'appuyant sur les maires des 36 000 communes, dont la très grande majorité d'entre eux sont de fiefs réactionnaires.

Nos auteurs nous conduisent à parler dans le vide, puisque nous savons pertinemment que si ce n'est pas le parti qui s'emparera du pouvoir, personne ne s'en emparera à sa place. Le premier gouvernement ouvrier ne sera-t-il pas un gouvernement révolutionnaire dirigé par le parti ? Nos auteurs ne le pensent pas et ne peuvent pas le penser, car ce qu'ils n'osent pas dire ici, c'est qu'ils sont toujours sur la ligne politique du gouvernement ouvrier des partis et des organisations, l'Assemblée constituante suspendue en l'air ne servant en réalité qu'à faire diversion, à moins qu'ils n'aient pas tiré les enseignements de la Commune de Paris, ce qui est encore possible, puisqu'ils se situent politiquement en retrait des enseignements qu'en avaient tiré Marx et Lénine. La suite tendrait à confirmer cette hypothèse.

Ils se prononcent pour « *l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe.* », on serait donc tenté de penser que ces peuples seront « *libres* » lorsqu'ils se seront débarrassés des chaînes du capitalisme qui entravent leur liberté. Pas du tout, vous n'y êtes pas.

« *Libres, c'est-à-dire débarrassés des institutions de l'Union européenne, ce qui est la condition pour l'établissement de relations sur un pied d'égalité entre toutes les nations et les peuples du Vieux Continent.*

Union des peuples d'Europe pour la construction d'un avenir de paix, de travail, fondé sur la défense de tous les acquis sociaux arrachés par la classe ouvrière de nos pays. ». Une fois disparue l'Union européenne, le socialisme sera à portée de bras mes frères, croyez-nous sur parole.

Vous avez bien lu, la « *construction d'un avenir de paix, de travail* », paix garantie en Europe... grâce à la guerre qui continue de ravager d'autres continents et peuples ; travail qui rime avec exploitation et qui profite avant tout aux capitalistes, je le dis en passant, toute référence au socialisme étant absente ici, on doit bien en déduire que leur *liberté* serait évidemment acquise en demeurant sous le joug du capitalisme.

Voilà le contenu de leur « *union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe* » : libérez le capitalisme de l'Union européenne et tous les peuples européens seront libres ! L'abandon de la perspective des États-Unis socialistes d'Europe ne pouvait pas aboutir à autre chose. Mais cela est doublement révélateur de l'opportunisme qui anime les auteurs de ce document.

Nous venons de voir que la perspective du socialisme en Europe ne faisait pas partie de leur *projet de manifeste*, alors que plus haut, ils avaient inscrit le socialisme comme « *but* » de la lutte de classe. Question : s'agirait-il de construire le socialisme dans un seul pays, en France ?

Finalement, la référence au socialisme ne servirait-elle pas uniquement à attirer les élus du PS et du MRC comme les miettes de pain les poissons ? La référence à Jaurès qui figure dans ce document ne serait donc pas le produit du hasard, mais le fruit d'un compromis honteux avec le réformisme, une véritable capitulation. Jaurès est plus présentable que les marxistes, Marx, Engels, Lénine et Trotsky, on a bien compris. Ceux qui ont lu les appréciations que portaient Trotsky sur Jaurès savent très bien de quoi je veux parler. Trotsky disait en substance que si Jaurès n'avait pas été assassiné à la veille de la première guerre mondiale, il ne se faisait aucune illusion sur ses convictions politiques, et que sous la pression des événements, il aurait capitulé comme l'a fait l'ensemble de la SFIO.

Je vous fais grâce des passages suivants particulièrement insipides sur la défense des acquis, de la Sécurité sociale, les nationalisations, dans le cadre de *la défense de la République une et invisible*,

etc., au lieu de se situer clairement dans la perspective de la fin du régime en place, vous connaissez par cœur le refrain.

Passons à la tactique.

« Aussi bien unité sur le plan de la lutte de classe directe que sur le plan de son action politique. Mais en comprenant que l'unité est inséparable de l'indépendance, il n'y a pas d'unité possible dans le cadre du carcan imposé de l'Union européenne et du traité de Maastricht, il n'y a pas d'unité possible dans le cadre de l'intégration à la politique du gouvernement. ».

On ne peut qu'être d'accord avec la dernière proposition, il est effectivement impossible d'envisager l'unité avec un parti qui participe directement au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, donc avec le PS. Notons que sur la question de l'unité, la position du PT a évolué. Question : mais comment peut-on faire l'unité avec des élus de ce parti comme le fait le PT ?

Les élus et les maires du PS, du MRC et du PCF ont été investis par les militants de leur parti ou plutôt par les instances dirigeantes de leur parti, ils sont astreints à respecter la discipline de leur parti et à défendre sa politique, ils versent des cotisations à leur parti et participent à ses différentes activités. S'il n'y a pas de contradictions entre l'appartenance à ces partis et l'appartenance au PT ou à leur futur parti, cela ne suffit-il pas à démontrer que la finalité de leur engagement politique n'est pas si opposé qu'on le pense ou qu'on veut bien nous le dire à celui de leur parti d'origine ? S'il n'y a pas d'incompatibilité entre l'appartenance à un parti bourgeois (qui participe au gouvernement de Sarkozy-Fillon, le PS) et l'appartenance à un parti qui se dit ouvrier, on comprend que les auteurs de ce projet de parti prennent la précaution de rajouter « *indépendant* » derrière ouvrier, pour mieux tromper les militants et pour faire oublier qu'il s'agira d'un parti ou il y aura à boire et à manger comme c'est déjà le cas au PT. Un militant, deux partis, deux programmes, deux méthodes, deux voies, deux lignes politiques, deux objectifs, qui peut marcher dans une telle combine pourri ?

Tout militant ouvrier sérieux, une fois convaincu que le parti qu'il a rejoint un jour ne défend pas ou plus les intérêts qui correspondent à ses convictions politiques, il en change, un point c'est tout !

Lorsque je discute avec des militants du PT qui sont en rupture avec leur direction, je ne cherche pas à les convaincre de quitter leur parti, au contraire, le plus souvent je leur demande d'être patients, de bien réfléchir avant de prendre une telle décision. Jamais je ne les ai invités à aller voir ailleurs tout en restant membre du PT, je n'ai pas l'esprit manœuvrier de Lambert et Gluckstein qui pratiquent l'entrisme en secret dans différents partis. Quand on a des principes, et qui plus est, quand on les défend publiquement, on se doit de les respecter scrupuleusement. On ne peut pas appartenir à deux partis dont les principes et les programmes sont opposés et incompatibles. Maintenant si vous êtes convaincus que le PT et le PS ou le PCF ont finalement des principes et des programmes qui se rejoignent ou qui ne sont pas incompatibles, vous êtes évidemment libre de faire ce que bon vous semble. C'est peut-être cet esprit là qui anime le projet de Gluckstein et Schivardi et qui leur permet d'accueillir des membres de ces partis, ceci expliquerait cela d'une certaine manière, dans ce cas là je comprends que l'on peut effectivement le penser.

J'ai proposé aux camarades de se regrouper pour constituer une tendance marxiste-léniniste au sein de la LCR, à la condition qu'ils ne soient pas organisés dans un autre parti. On peut admettre à la limite qu'ils continuent de faire partie d'un groupe de quelques dizaines de militants dans la mesure où cette structure n'a pas les moyens de concurrencer un parti.

Quant à l'unité possible ou non dans « *le cadre du carcan imposé de l'Union européenne* », le PT s'en est déjà servi comme prétexte pour refuser toute unité politique dans le cadre du combat pour la défense des régimes spéciaux de retraite. Il s'agit uniquement d'un prétexte pour refuser toute unité avec la LCR, LO et le PCF, car, même si ces partis à l'exception du PCF expliquent qu'il faut rompre avec l'Union européenne, les dirigeants du PT ont pris comme prétexte qu'il n'en faisait pas un préalable au combat pour les revendications pour refuser toute action commune avec eux.

« L'histoire du mouvement ouvrier est une histoire mouvementée durant les deux siècles écoulés. Ont surgi de cette histoire des courants, des sensibilités qui ont tous leurs particularités. ». Il fallait écrire que l'histoire du mouvement ouvrier a été une histoire mouvementée durant les deux siècles écoulés, passons, le professeur Gluckstein devait être fatigué...

Certes, mais certaines « *sensibilités* » du mouvement ouvrier du passé se sont épuisées ou ont disparu au fur et à mesure que se développaient le capitalisme et la lutte de classe, non ? Ils ne vont pas nous ressortir les socialistes bourgeois, utopiques ou éclectiques, les communistes ascétiques dont parlait Engels dans *Anti-Dühring* ! On a la fâcheuse impression que les initiateurs de ce *projet de manifeste* veulent absolument nous ramener deux siècles en arrière, et que nous repartions de zéro, à croire qu'il y aurait des courants qui auraient encore une conscience politique proche du niveau zéro et qu'il faudrait se mettre à leur niveau pour les faire progresser, parce que dans ce pays et dans le monde on serait revenu à l'état zéro de la démocratie et de la compréhension de la lutte de classe. A ce rythme là, on y sera encore dans un siècle ! On comprend mieux maintenant pourquoi des gens comme Schivardi auront leur place dans ce parti. Bon courage aux camarades qui devront les supporter, dans tous les sens du terme.

Ce serait trop long d'énumérer les différentes étapes qui ont marqué la lutte de classe du prolétariat à l'échelle internationale au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler. En considérant seulement les dix dernières années, comment peut-on affirmer que la lutte de classe du prolétariat en Amérique Latine, par exemple en Bolivie, ne posait pas directement la question du pouvoir, la question de la révolution prolétarienne pour en finir avec le capitalisme ? Que les auteurs de ce document en viennent à nier que la lutte de classe du prolétariat en Bolivie (mais aussi au Mexique, Pérou, Brésil, Chili, Argentine) avait atteint un degré de maturité politique permettant de poser directement la question du pouvoir et de regrouper son avant-garde dans cette perspective, cela n'a finalement rien d'étonnant puisqu'ils ont avancé en Amérique Latine (en fait à l'échelle mondiale) les mêmes mots d'ordre démocratiques bourgeois qu'en France de *défense de la nation et de la démocratie* dans le cadre de la rupture avec l'impérialisme américain, mais pas dans le cadre de la rupture avec leur propre bourgeoisie et leurs institutions.

En résumé :

1- Par quel moyen parviendrons-nous à l'objectif d'en finir avec les institutions et le capitalisme ? Pas de réponse. La révolution ? Impossible, ses initiateurs sont contre. Un mouvement révolutionnaire des masses ? Impossible, ses initiateurs sont contre. D'ailleurs les mots révolution et révolutionnaire n'y figurent pas, de même que prolétariat, marxisme, etc. Le socialisme est évoqué une seule fois du bout des lèvres. Les enseignements de la lutte des classes sont totalement absents de ce document, sauf lorsqu'il s'agit de faire référence à des acquis ou droits économiques ou sociaux, mais pas question de faire référence à la révolution russe d'octobre 17, Schivardi pourrait en faire une crise cardiaque !

2- Quels sont la place et le rôle du parti au cours de la lutte des classes et plus précisément au moment du combat pour s'emparer du pouvoir ? Pas de réponse. A-t-il pour objectif de conquérir la confiance de larges masses afin de leur servir de guide au cours du processus révolutionnaire ? Pas de réponse. Alors que dans le marxisme et le léninisme, le parti occupait une place déterminante tout au long de la lutte de classe et lors de la prise du pouvoir. Trotsky expliquant quelque part : le parti, c'est la base du léninisme. Au diable Trotsky, Lénine, Marx et Engels ! Vive Jaurès, Blum et Thorez !

3- À aucun moment il n'est question d'engager le combat directement contre les institutions de la Ve République et la constitution. Les institutions de la Ve République qui concentrent le pouvoir politique des classes dominantes ne sont citées qu'une seule fois, la Constitution, pilier des institutions et du régime, pas une seule fois. C'est d'ailleurs révélateur qu'ils n'évoquent leur opposition aux institutions seulement dans le cadre de la perspective de l'Assemblée constituante, car avant, il n'est pas question de les combattre autrement que par des mots ou des déclarations sans lendemain. On sauterait donc du coq à l'âne, ou du coq au vin à l'âne pour respecter les préférences personnelles de Schivardi, je dis cela en plaisantant pour ceux qui l'ont vu manger un cassoulet à la télé arrosé d'un verre de rouge.

4- La soi-disant indépendance des syndicats par rapport au parti à pour conséquence de laisser les syndicats aux mains des bureaucrates réformistes qui défendent la même politique que les représentants des partis bourgeois. Comment est-il possible à un syndicat de définir une politique à la fois indépendante de l'Etat et du parti ? Parce que le combat pour les réformes fait aussi partie du programme du parti. Mais le programme du parti ne se réduit pas aux réformes. Autrement dit, ce combat pour les réformes se situe-t-il dans la perspective de la pérennité du régime capitaliste ou de

son abolition ? Vous connaissez tous la réponse. Voilà définit brièvement les limites de l'indépendance des syndicats. Osez sous-entendre que les syndicats ouvriers seraient actuellement « indépendants » de l'Etat après les révélations du rapport Hadas-Lebel sur leur financement, relève de la pure manipulation, d'une malhonnêteté quasi pathologique. Je rappelle que les syndicats sont financés à hauteur de 80 à 43% par l'Etat, différentes institutions liées au capital et les organismes sociaux qui leur servent de tiroir caisse, sans parler du patronat, un secret de polichinelle.

5- La question politique déterminante de la prise du pouvoir par la seule classe progressiste dans la société, le prolétariat, n'y figure pas. On nous parle des « *plus large masses* » englobant sans doute le prolétariat, les classes moyennes et une partie de la petite bourgeoisie. Quelle classe a le moins à perdre, quelle classe sera la plus déterminée à en finir avec le régime ? Dans le cadre des rapports sociaux d'exploitation capitaliste, quelle est la seule classe sociale qui par la place qu'elle occupe est capable de défendre une politique indépendante de la bourgeoisie ? Le prolétariat.

6- Le prolétariat luttant pour devenir la classe dominante (dictature du prolétariat) n'y figure pas. Quand les auteurs de ce texte évoquent l'Assemblée constituante, on a l'impression que leur vision de la politique s'arrête à la capitale. En province, dans toutes les grandes villes, comment se déroulera le combat pour la prise du pouvoir ? Pas de réponse, ou si, cela passera par les 36 000 communes, les braves élus auront à cœur n'en doutons pas de mettre la main à la pâte pour en finir avec les institutions desquelles découlent leur propre pouvoir, ne seraient-ils pas d'ores et déjà l'avant-garde du prolétariat combattant ?

7- Ce projet de manifeste s'inscrit donc totalement dans le cadre de la politique impulsée par les dirigeants du PT depuis le début des années 80. Un parti qui n'est pas destiné aux ouvriers ou aux employés, encore moins à la jeunesse du prolétariat, puisque vous ne trouverez pas la moindre référence à la jeunesse dans ce document.

Un parti de vieux destinés en priorité à de vieux travailleurs qui bénéficient de conditions d'existence que ne connaîtront pas les générations à venir si nous n'en finissons pas avec le capitalisme. Un parti déconnecté de la triste et angoissante réalité que vivent des millions de travailleurs et jeunes. Un parti qui concerne principalement ceux qui ont encore quelque chose à perdre ou qui peuvent encore espérer une amélioration de leurs conditions de travail ou de vie, ce qui n'est plus le cas depuis fort longtemps, j'aurais envie de dire depuis toujours, pour des millions de travailleurs, car à chaque époque a correspondu son lot de millions de pauvres. Louer ailleurs les mérites de la IV^e République est grotesque.

Evoquer la pauvreté est une chose, se tourner vers ceux qui en sont les victimes pour les entraîner dans le combat politique en est une autre, et il faut bien constater que ce n'est pas vers eux que se tournent les auteurs de ce texte. Ils parlent de la pauvreté comme on en parle dans un reportage. Ils sont obligés de faire référence aux millions de travailleurs américains qui vont perdre leur maison, alors qu'il y a plus de 7 millions de pauvres en France, officiellement, à croire qu'ils les ignorent ou qu'ils n'ont plus les chiffres en tête. Un parti ouvrier où le nombre d'ouvriers est insignifiant. Cela me fait penser à un pianiste qui aurait égaré sa partition et qui ne connaîtrait pas très bien le morceau qu'il devait interpréter.

8- Un camarade se demandait si l'idée de constituer un nouveau parti avait germé spontanément dans la tête de Gluckstein. Je lui ai répondu que non, en lui expliquant que la direction du PCI avait adopté la ligne de *la défense de la démocratie* en 1983, trois ans avant de liquider le PCI, elle a une longue expérience derrière elle en la matière. La liquidation du PT a été préparée de longue date, elle est l'aboutissement de la politique du PT engagée il y a déjà quelques années en direction des élus du PS et du PCF, depuis peut-être le 21 avril 2002 avant de prendre corps en 2004 avec la rencontre de Schivardi, c'est Gluckstein qui l'a dit lui-même si j'ai bonne mémoire. Les camarades découvrent éberlués que pendant qu'ils se battaient pour construire un parti, leurs dirigeants se dirigeaient vers sa liquidation, on peut comprendre que cela fasse un choc.

Près de 4 000 militants du PT n'auraient pas encore pris leur carte de membre du « *comité provisoire pour un parti ouvrier* » à l'heure où j'écris ces lignes. Le PS a tenté le coup avec les adhésions à 20 euros par Internet, le PT tente le coup avec sa carte avariée, mais 6 200 cartes n'ont jamais fait un parti. Nous suivrons avec attention et sérieux le développement de cette aventure.

Les militants qui auront lu mon texte critique ne peuvent avoir interprété son contenu correctement que s'ils l'ont lu sous un angle pratique et non sous un angle purement théorique, puisque le *projet de manifeste* dont j'ai fait l'analyse est destiné en principe à un large public. Il pourrait d'autant plus facilement commettre l'erreur de l'interpréter sous un angle théorique parce que ce *projet de manifeste* se présente davantage sous cet aspect là, ce qui confirme qu'il n'est finalement destiné qu'à des intellectuels ou à des militants et non aux travailleurs en général qui ne s'y retrouveront pas. Ce qui nous intéresse principalement, c'est par quel moyen nous allons avancer vers notre objectif, le reste ne présente qu'un intérêt secondaire.

On peut très bien être d'accord avec la majeure partie de ce texte. Si l'on découpe chaque paragraphe et qu'on se borne à analyser leur contenu séparément, on y adhèrera sans problème, à l'exception de certains passages franchement insupportables. On ne peut pas faire non plus comme si ce document était tombé un jour du ciel, tout comme la révélation de Schivardi n'était pas le produit de son imagination, on ne peut pas ignorer la politique mise en œuvre par le PT pendant des années et qui est reprise intégralement dans ce document.

Il ne faut pas tomber dans le piège qui consisterait à analyser ce document en pensant à la personnalité de ses auteurs, même si elle a son importance. Si Schivardi disait que la voie révolutionnaire était la meilleure et adoptait une ligne politique fidèle au marxisme, je le soutiendrais sans hésitation, mais sans illusion non plus. Si Gluckstein nous expliquait qu'il était prêt à respecter la démocratie dans le parti qu'il dirige, nous aurions forcément du mal à le croire, mais cela ne doit pas influencer pour autant notre lecture de ce document, je le répète, il faut faire la part des choses et ne pas tout mélanger au risque de tout confondre. La même remarque s'applique à la théorie et à la pratique, aux désirs et aux convictions.

Je n'ai pas employé de citations des marxistes pour ne pas alourdir ce texte et parce que je n'apprécie pas cette pratique. Il vaut mieux développer ses propres arguments et les défendre, quitte à raconter parfois des conneries. J'ai rédigé ce document dans des conditions difficiles. J'ai dû en arrêter l'écriture à de nombreuses reprises pour des raisons diverses et inattendues. Il présente donc de nombreuses imperfections ou des répétitions, et je vous avoue que je n'ai franchement pas le courage de le reformater entièrement.

La vie est dure camarades, le combat politique est forcément à son image, tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas, parce que la critique ou la polémique les effraient.

Je ne condamne pas le contenu de ce document, ce serait stupide, comme je ne condamne pas le PT que je considère comme un parti ouvrier, je considère simplement que le parti que ses dirigeants projettent de construire, ne correspond pas au parti dont nous avons absolument besoin pour vaincre.

Le 2 novembre 2007